

Zeitschrift: Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung
Herausgeber: Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat
Band: 4 (1928-1929)
Heft: 22

Artikel: "Heiliges Recht" und Dienstverweigerer
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-711778>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour les hommes qui se mettront en ligne le 2 juin, cette obligation ne sera point discutée, comme il est d'usage de ne point discuter les ordres au service militaire. Du reste, la question ne se pose pas pour ceux qui voudront bien s'exhiber dans de telles conditions. Donnant leur adhésion de plein gré à cette manifestation, ils se soumettront bien bas devant les conditions stupides et antisportives auxquelles ils sont astreints.

C'est avec force que nous répétons que le Championnat des cyclistes militaires n'est pas sportif, car il n'est pas dans les habitudes des coureurs de s'embarasser d'un superflu, le plus petit soit-il. Déjà en dehors des courses, en simple promenade, les cyclos se plaignent d'avoir à traîner un fusil. En course, cette obligation dépasse les bornes.

L'inutilité de cette manifestation militariste, pour le bon renom du sport pur et simple, se prouve encore par son caractère antihygiénique.

Pas besoin d'être un sportif rompu pour s'apercevoir que rien n'existe au point de vue hygiène dans l'uniforme des cyclistes militaires. Un col rabattu à la vareuse est la seule différence que l'on trouve d'avec l'uniforme des autres unités.

C'est donc en uniforme, avec un fusil et différents accessoires, que se disputera le Championnat militaire. C'est donc aussi contre les lois élémentaires de l'hygiène et contre les nécessités sportives les plus élémentaires également, qu'à grand coup de battage on essaye de faire croire au public qu'il s'agit d'une épreuve cycliste. Or, sous la dénomination d'épreuve cycliste, on a trouvé un biais pour amorcer une exhibition uniquement militariste.

Les préliminaires d'organisation sont largement publiés par toute la presse, sauf la nôtre. De la première à la dernière ligne, il ressort que ce sont des personnalités militaristes qui soutiennent cette organisation, personnalités militarosportives qui disparaîtront dans l'ombre jusqu'à la prochaine manifestation de ce genre. Ces gens-là se sont sentis sportifs par l'attrait du fusil que doivent porter les cyclistes militaires.

Nous ne pouvons donc que renouveler ici notre premier appel à l'abstention totale des cyclistes ouvriers à la manifestation du 2 juin.

Cyclistes de la classe ouvrière incorporés dans les compagnies cyclistes, sachez ne pas mordre dans le grossier hameçon qui a nom d'un « Championnat romand des cyclistes militaires ». C.

Les citoyens dévoués qui dépensèrent sans compter leur temps, leurs forces . . . et même leur argent pour la réussite du Championnat romand sont maintenant fixés : ce sont des stipendiés du département militaire, et leur dévouement a des « dessous » ! Il ne s'agit pas de sport, il s'agit de propagande ! Les amateurs de liberté n'admettent pas que des Suisses aillent s'entraîner comme bon leur semble, avec ou sans équipement ! . . . A chacun son goût, n'est-ce pas ! Que la course soit patronnée par des personnalités portant uniforme, voilà qui n'est encore pas étonnant ; une course militaire ne peut pourtant pas être dirigée par Monsieur Grimm en redingote !

Quand les sociétés ouvrières de sport réclament 22.000 frs. de subvention à notre parlement helvétique (sans compter le matériel) pour pouvoir faire à leur guise de l'antimilitarisme, les organes de Moscou ne crient pas au scandale ! Il y a, paraît-il, deux façons de faire du sport : la manière socialiste et l'autre. Il existe des matches de football socialiste, des exercices de gymnastique socialiste, des luttes socialistes . . . On s'en

doute ! A Genève, il y a quinze jours, des sportsmen socialistes ont annoncé une fête à grand renfort d'affiches de la couleur que vous savez. Rien à dire, là-dessus, chacun est libre de prendre son plaisir (?) où il le trouve ; mais où l'histoire se corse c'est lorsque nos farouches gymnastes arrivant au lieu de fête trouvèrent un podium déjà préparé d'une récente fête locale quelconque. Et derrière ce podium, o horreur ! il y en avait comme fond un immense et merveilleux drapeau suisse ! Que faire ? . . . Moscou n'y va pas de main-morte ! Pour épargner du temps et de l'argent et pour sacrifier aussi au dieu sanglant, nos « as » couvrirent tout simplement la croix du dieu des Suisses . . . et voilà comment le drapeau fédéral devint un emblème rouge des anarchistes !

C'est si facile ! Mais il fallait y penser !

Allons, messieurs, un peu de dignité ! Si vous voulez prendre du plaisir où il vous plaît d'en prendre, ne vous gênez pas ! Mais laissez les citoyens libres aussi de faire leur volonté ! Dans un championnat « militaire » il n'est pas étonnant d'y trouver des soldats ; et qui dit soldats dit armes et bagages ;

Si nos robustes gas (qui ne s'embarassent pas d'un sac et d'un fusil) tiennent à s'amuser librement, ce n'est pas vous, messieurs les Rouges, qui vous mettrez sur leur route ! Arrière-pensée, dites-vous ? Mais non ! Plaisir (je répète, plaisir !) joyeusement consenti ! Personne n'a cherché à contraindre ces jeunes gens à s'aigrier dans ce beau championnat ! La vraie liberté est du côté de notre barricade, puisque barricade il y a ! Vos ordres à la « classe ouvrière » (nous sommes tous chez nous de cette classe car le travail au XX. siècle est une nécessité impérieuse) n'atteindront que les faibles !

Nous sommes chauvins ? Si c'est pour aimer la Suisse et ses institutions, alors oui, nous le sommes.

Et nous en sommes fiers !

D.

„Heiliges Recht“ und Dienstverweigerer.

Unter den verschiedenen Spielarten des schweizerischen Antimilitarismus muss der «ethische», «religiöse» Antimilitarismus mit seiner Verherrlichung der Dienstverweigerung aus «Gewissensgründen» als der gefährlichste bezeichnet werden. Er ist bis heute auf die protestantische Kirche beschränkt geblieben und dort in gewissen Kreisen der Geistlichkeit zur grossen Mode geworden. Es wird dafür zu sorgen sein, dass durch Missbrauch der Kanzel, Jugendverhetzung und wirklichkeitsfremde Forderungen in Staat und Volk kein Schaden angerichtet wird.

Die «Schweiz. Zentralstelle für Friedensarbeit», für ihre Zwecke stets eifrig an der Arbeit, hat kürzlich ein gedrucktes Zirkularschreiben an sämtliche Delegationen der Völkerbundsversammlung gesandt, durch welches der Zweck verfolgt wird, das schweizerische Militärsystem bei allen andern Nationen als Gefahr für den Frieden darzustellen. Das Schriftstück klingt aus in den Satz: «Nicht Milizsystem muss jetzt die Lösung sein, sondern Abrüstung der Armeen und Aufrichtung des heiligen Rechtes, des wirklichen und einzigen Schutzes der Völker.»

Die Sache liest sich ja sehr nett. Wie aber wollen die Verfasser des schriftlichen Ergusses ihre Forderung in die Wirklichkeit umsetzen? Wo sind die Männer, die dieses «heilige Recht» aufrichten, und wo ist dieses Recht? Es dürfte auch den Herren Ragaz und Früh schwer fallen, herauszufinden, was als «heiliges Recht»

und was als unheiliges Recht zu betrachten ist. Wird dieses «heilige Recht» in der Lage sein, die verschiedenen Gegensätze in den Lebensinteressen der Völker zu lösen? Aber auch dann, wenn einmal Rechtsvorschriften vorhanden sind für den Ausgleich internationaler Interessengegensätze, werden uns die Friedensapostel kaum den Weg zeigen können, der auch die **Anwendung dieses Rechtes sichert**, das vor allem nicht nur «heilig», sondern auch **wirksam** sein soll. Welche Mittel sind zur Hand, um bei der internationalen Gerichtsbarkeit die Achtung vor Recht und Gerechtigkeit zu erzwingen? Mit einem «Appell an den guten Willen» allein wird diese Achtung vor dem «heiligen Recht» kaum gesichert sein. Die Völker werden in aller Zukunft den Weg einschlagen, den wohl auch die Herren Ragaz und Früh nicht verschmähen werden, wenn sie einmal in den Fall kommen sollten, ihr Eigentum oder gar ihr Leben bedroht zu sehen: sie werden Schutz durch die **staatliche Gewalt** verlangen, die sich nicht auf eine harmlose Protestaktion beschränkt.

Nein, zu Wolkenschiebereien werden sich ganze Völker nicht herbeilassen; diese brotlose Tätigkeit wird auch weiterhin dem Einzelnen überlassen bleiben. Er hat die Folgen selber zu tragen und kann dafür weder die Rechtsordnung, noch seine Mitmenschen verantwortlich machen. Der Dienstverweigerer ist und bleibt Egoist; er nimmt sich die Anmassung heraus, seine persönliche Anschauung über die Allgemeinheit zu stellen und damit ein eigenes Recht zu beanspruchen. Eine Motion in der reformierten Kirchensynode des Kantons Zürich und eine Resolution der evangelisch-rhätischen Synode verlangen, dass diese Individuen in Schutz genommen und gegenüber gewöhnlichen Rechtsbrechern bevorzugt werden sollen. Beide Forderungen wünschen, dass gegenüber Dienstverweigerern aus Gewissensgründen mit Rücksicht auf die Achtbarkeit ihrer Motive auf die Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte (Aktivbürgerrecht) grundsätzlich verzichtet werde.

An Achtung vor den Pfarrherren fehlt es unseren Bürgern nicht, wenigstens dann nicht, wenn sie beweisen, dass ihre Rechtsanschauungen von denjenigen der Allgemeinheit nicht abweichen. Die Forderung auf besondere Bevorzugung des Dienstverweigerers aber bedeutet eine **Verwilderung der Rechtsanschauungen**. Der Bürger, der den Dienst verweigert, wird auf eine höhere Stufe gestellt als der gewöhnliche Rechtsbrecher; er ist ein besonders achtbarer und zu respektierender Mensch. Wer die **Bürgerpflicht** missachtet, verliert sein **Bürgerrecht**. Das war bis heute eine ganz gesunde Anschauung im Volke. Betrifft es aber einen Dienstverweigerer, so beansprucht er dafür eine besondere Belohnung: er will das Bürgerrecht behalten. Ist diese Auffassung gerecht? Sie ist ungesund, ungerrecht und vor allem gefährlich. Dass ihr eine Anzahl Pfarrer zu Gevatter stehen, will noch nicht bedeuten, dass sie damit begründet sei. Der Dienstverweigerer nimmt sich das besondere Recht heraus, in der Stunde der Not sein Land und sein Volk im Stiche zu lassen und dem Schicksal auszuliefern. Soll er dafür, dass er sich angesichts der Gefahr von der Schicksalsgemeinschaft mit seinem Volke lossagt, als besonders «achtbarer Charakter» herausgestrichen werden, wie dies von den Kreisen um die Herren Ragaz und Früh geschieht? Wir trauen unserem Volk so viel gesunden Sinn zu, dass es eine derartige Verwirrung der Rechtsbegriffe sich nicht zu Schulden kommen lassen und sich der Befürworter derselben zu erwehren wissen wird.

M.

Ist die Aufforderung zur Verweigerung des Militärdienstes strafbar?

E. St. Artikel 98 des am 1. Jan. 1928 in Kraft getretenen neuen Militärstrafgesetzbuches bedroht denjenigen mit Gefängnisstrafe, der öffentlich zur Dienstverweigerung auffordert. Artikel 99 sieht die gleiche Strafe für denjenigen vor, der eine auf Untergrabung der militärischen Disziplin gerichtete Vereinigung gründet. Man sollte also glauben, dass die oben gestellte Frage ohne weiteres zu bejahen sei. Ein Blick auf den einleitenden Abschnitt des Gesetzes zeigt jedoch, dass dem nicht so ist. Zivilpersonen unterstehen nämlich dem Militärstrafgesetz nur ausnahmsweise, wenn nämlich das Gesetz dies ausdrücklich vorsieht (vgl. Art. 2 bis 4). Gemäss Art. 3 unterstehen Zivilpersonen, die sich einer Störung der militärischen Sicherheit (Art. 98 und 108) schuldig machen, dem Militärstrafrecht in Zeiten des Aktivdienstes, gemäss Art. 4 auch im Kriegsfall. In gewöhnlichen Zeiten dagegen können die Vergehen der Artikel 98 und 99 nur von Militärpersonen verübt werden. Die von Zivilpersonen begangene Aufforderung zur Dienstverweigerung dagegen bleibt straflos, wenn sie nicht nachweisbar zur Folge gehabt hat, dass ein Wehrpflichtiger durch sie zur tatsächlichen Dienstverweigerung verleitet wurde.

Wer betreibt nun aber die antimilitarische Propaganda? Regelmässig sind es nicht Militärpersonen, sondern sehr häufig Leute, die überhaupt nicht dienstpflichtig sind, gelegentlich sogar Frauen. Die Dienstverweigerer aber hüten sich wohl, diejenigen, die sie zur Dienstverweigerung angestiftet haben, als ihre Verführer zu nennen.

Auch das Bundesstrafrecht vom 4. Februar 1853 enthält keine Vorschrift, wonach in gewöhnlichen Zeiten das Vorgehen des Art. 98 M. St. G. erfasst werden könnte. Bei seiner Schaffung wusste man eben noch nichts von der Dienstverweigerung. — Unter dem Schutz dieser Straflosigkeit betreiben die Antimilitaristen hemmungslos ihr Handwerk, indem sie in Zeitungen, in Broschüren, an Versammlungen zur Verweigerung des Militärdienstes auffordern. Unlängst hat der bekannte Refraktär Edouard Liechi in Le Locle eine neue Methode erdacht, die in der kollektiven Organisation der Dienstverweigerung besteht; er lässt die jungen Leute einen Verpflichtungsschein unterzeichnen, wodurch sie die Dienstverweigerung für den Fall versprechen, dass in derselben Gemeinde eine bestimmte Zahl von Wehrpflichtigen die gleiche Verpflichtung eingehen würde. Das ist ein gefährliches Beginnen, das im Kanton Neuenburg berechtigtes Aufsehen erregt hat und dem der Staat nicht länger untätig zusehen kann. Es ist überhaupt stossend, wenn die Opfer einer solchen Propaganda ihre zumeist ungenügend überlegte Tat vor dem Militärgericht zu verantworten haben, während die Hauptschuldigen, ihre Verführer, straflos ausgehen. Sehr zutreffend hat das im Aprilheft 1928 der «Revue Militaire Suisse» der Neuenburger Rechtslehrer Claude Du Pasquier ausgeführt; seine Studie sei allen denen, die die Frage interessiert, zur Beachtung empfohlen.

Was soll der Staat gegen die antimilitaristische Propaganda unternehmen? Von einer Revision des kaum erst geschaffenen Militärstrafgesetzbuches im Sinne einer Ausdehnung auf weitere Zivilpersonen, wird er besser die Hand lassen und dafür an eine Ergänzung von Art. 48 des Bundesstrafrechts denken. Als Vorbild kann ihm dabei Art. 243 des Vorentwurfs zum schweizerischen Strafgesetzbuch dienen, der folgendermassen lautet: